

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

BRUXELLES : L'UE ET L'OTAN PROMETTENT DE RENFORCER LEUR SOUTIEN À LA DÉFENSE DE L'UKRAINE

L'UE et l'Otan ont promis mardi de fournir aux Ukrainiens tous les moyens militaires nécessaires pour défendre leur patrie et des discussions sont prévues "la semaine prochaine" sur les types d'armes qui peuvent être fournies, ont annoncé les dirigeants des deux organisations. "Des discussions sont prévues la semaine prochaine avec les Ukrainiens pour voir quels types d'armes sont nécessaires et qui, parmi les alliés, est en mesure de les fournir", a précisé le secrétaire général de l'Alliance Jens Stoltenberg après la signature d'une déclaration conjointe avec les présidents des institutions de l'Union européenne.

MOZAMBIQUE : ENQUÊTE APRÈS UNE VIDÉO MONTRANT DES SOLDATS BRÛLER DES CADAVRES

Les forces régionales au Mozambique luttant contre les violences jihadistes ont ouvert une enquête après une vidéo sur les réseaux sociaux montrant des soldats jeter des cadavres sur un tas de débris en feu, a indiqué hier l'armée sud-africaine (SANDF). Le commandement "mène une enquête sur l'implication de ses membres dans cet acte méprisable", a déclaré dans un communiqué la SANDF qui a envoyé des troupes au Mozambique. "Les coupables seront traduits en justice".

L'ONU DÉNONCE LES EXÉCUTIONS DE MANIFESTANTS QUI CONFINENT AU «MEURTRE D'ÉTAT»

Téhéran utilise les condamnations à la peine de mort contre des manifestants pour effrayer la population iranienne et faire taire la contestation, ce qui confine au "meurtre d'Etat", a affirmé hier le Haut-Commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme, Volker Türk. Ces exécutions sont "des privations arbitraires de la vie", a insisté Ravina Shamdasani, une porte-parole du Haut-Commissariat lors d'un point de presse à Genève. "L'ONU est contre la peine de mort en toutes circonstances", a rappelé Mme Shamdasani, qui dénonce dans le cas des Iraniens exécutés "un manque de respect des procédures, des accusations qui sont complètement fallacieuses et qui n'ont aucun sens".

Rassemblées par JMN

Brésil : vague de soutiens à Lula pour condamner les émeutiers bolsonaristes

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a obtenu un vaste soutien de la part du pouvoir politique et judiciaire de son pays, lundi, au lendemain des invasions et des saccages de trois lieux de pouvoir emblématiques de Brasilia par des Bolsonaristes déchaînés. "Nous ne laisserons pas la démocratie nous échapper", a promis le président de gauche lundi soir à Brasilia, avant de descendre la rampe du palais du Planalto, le siège du gouvernement lourdement endommagé, entouré de juges de la Cour suprême, de membres du Congrès et de gouverneurs d'Etats. Des campements de radicaux qui rejettent toujours la victoire de M. Lula plus de deux mois après son élection ont été démantelés par les forces de

l'ordre, qui ont aussi procédé à de nombreuses arrestations, signant une reprise en main après les scènes de chaos la veille.

Au même moment, l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro a confirmé être hospitalisé à Orlando, en Floride, pour un problème intestinal. Il s'était envolé pour les Etats-Unis deux jours avant l'investiture de Lula le 1er janvier, se refusant à remettre l'écharpe présidentielle à celui dont il n'a jamais digéré la victoire acquise sur le fil.

Le président américain Joe Biden a, quant à lui, exprimé le "soutien sans faille des Etats-Unis à la démocratie brésilienne et à l'expression de la libre volonté du peuple brésilien", invitant le président Lula à Washington début février, selon un communiqué commun publié après un entretien téléphonique tenu lundi. Une invitation acceptée par le chef



Le président brésilien Lula a reçu une vague de soutiens suite aux émeutes des «Bolsonaristes».

d'Etat brésilien, selon ce même document.

M. Lula s'est réuni avec les présidents du Sénat, de la Chambre des députés et de la Cour suprême au palais du Planalto. Ils ont signé une déclaration commune "en défense de la démocratie" publiée sur le compte Twitter du chef d'Etat de gauche. La condamnation a également

trouvé un écho dans les rues de Sao Paulo, sur l'emblématique avenue Paulista, où, tard dans la nuit, des milliers de personnes se sont rassemblées pour "défendre la démocratie" et demander "l'emprisonnement des putschistes". "Les putschistes responsables de la destruction des propriétés publiques à Brasilia seront punis", a lancé Lula.

Burkina Faso : une ministre française pour réaffirmer l'engagement de Paris auprès de Ouagadougou

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

CHRYSOULA Zacharopoulou, secrétaire d'Etat auprès de la ministre française des Affaires étrangères, a rencontré hier le président de transition du Burkina Faso Ibrahim Traoré pour réaffirmer l'engagement de Paris auprès de Ouagadougou, a annoncé le Quai d'Orsay, dans un contexte de relations dégradées.

Elle "a rappelé que la France est un partenaire constant, engagé aux côtés du Burkina Faso dans le plein respect de sa souveraineté", a souligné le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Cette rencontre intervient une semaine après que le ministère français a confirmé avoir reçu

une lettre de la junte burkinabè demandant le remplacement de l'ambassadeur de France au Burkina Faso, Luc Hallade. Le diplomate, en poste depuis septembre 2019, est dans le viseur des autorités après avoir fait état de la dégradation de la situation sécuritaire au Burkina, ravagé par les attaques jihadistes. Lors de sa rencontre avec le président intérimaire, arrivé au pouvoir à l'issue d'un coup d'Etat fin septembre pour renverser un président lui-même putschiste, Mme Zacharopoulou a rappelé "le soutien de la France dans la lutte contre le terrorisme".

"Ils ont échangé sur le renforcement du partenariat entre la France et le Burkina Faso, dans le domaine sécuritaire, de l'aide humanitaire et du développement", a ajouté



Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'Etat auprès de la ministre française des Affaires étrangères, a rencontré les autorités de Ouagadougou.

le ministère. Ces derniers mois, Paris n'a cessé de répéter que la France était disposée à poursuivre le partenariat avec Ouagadougou, en particulier dans le domaine militaire, à condition que ce partenariat soit souhaité par les Burkinabè.

Mais l'ancienne puissance coloniale se heurte à un sentiment anti-français grandissant, comme dans d'autres pays de la région sahélienne où elle s'est engagée militairement dans la lutte anti-jihadiste.